

Le rôle de la formation professionnelle dans la lutte contre la pénurie de main-d'œuvre spécialisée

Ces derniers temps, le marché suisse du travail passait pour très tendu. De l'avis de l'association des maîtres d'apprentissage en informatique, il manquait par exemple quelque 8000 informaticiens, tandis que Swissmem estimait que l'industrie des machines aurait besoin de 1500 à 2000 ingénieurs supplémentaires. Malgré ces pénuries apparentes, personne ne sait exactement de combien de spécialistes la Suisse a besoin dans l'immédiat ou à l'avenir. Le présent article se penche donc de plus près sur la situation et examine dans quelle mesure la formation professionnelle pourrait aider à lutter contre la pénurie¹.

Étendue de la pénurie de main-d'œuvre

Si l'on remonte jusqu'à 1980 dans les statistiques officielles concernant la pénurie de main-d'œuvre spécialisée, telle qu'annoncée par les entreprises, on constate que le marché du travail était en fait moins tendu ces dernières années qu'au début des années nonante ou 2000. S'il est vrai que les spécialistes se font rares depuis quelque temps, les pénuries d'alors étaient quand même plus graves. Les données disponibles montrent en outre que l'actuel manque de main-d'œuvre s'aggrave au fur et à mesure que le niveau de qualification s'élève; ce sont donc les universitaires qui manquent le plus ces derniers temps.

Ce constat est confirmé par la comparaison des profils de qualification exigés des nouvelles recrues étrangères et de la main-d'œuvre locale. En admettant que les entreprises indigènes recrutent avant tout des étrangers dont les qualifications sont relativement rares en Suisse, on peut déterminer ces dernières en comparant les niveaux de formation des immigrants et des travailleurs locaux. Le graphique 1 montre la répartition des profils de formation entre les actifs à plein temps arrivés de l'étranger ces cinq dernières années et leurs homologues suisses (en pourcents). Lorsque la proportion de personnes appartenant à une certaine catégorie de formation est plus élevée chez les étrangers que chez les Suisses, la valeur affichée est positive. Il en ressort que c'est surtout du côté des universitaires qu'il y a pénurie, alors qu'on ne semble pas manquer d'apprentis diplômés, catégorie où les chif-



P. George Sheldon
Professeur extraordinaire d'économie nationale et chef de la Forschungsstelle für Arbeitsmarkt- und Industrieökonomik (FAI) au centre des sciences économiques de l'université de Bâle

fres indiqueraient plutôt un sureffectif croissant. Si la Suisse semble avoir surtout manqué de personnes non formées avant 1990, la situation a complètement basculé depuis lors.

Le niveau de formation de la population suisse

Étant donné que l'économie réclame toujours davantage de personnes hautement qualifiées, la question se pose évidemment de savoir où en est l'offre. Celle à venir suffira-t-elle? À en croire les projections démographiques de l'Office fédéral de la statistique (OFS), la tendance semble aller dans ce sens (voir graphique 2)².

Le graphique montre que le niveau de formation des Suisses s'est constamment amélioré dès 1970. On le voit d'une part au recul marqué des personnes ne disposant que d'un certificat de fin de scolarité obligatoire (degré secondaire I), de l'autre à l'augmentation spectaculaire des diplômés du tertiaire (universitaires, avant tout). En outre, le nombre des diplômés du secondaire II – avant tout les apprentis diplômés – diminue légèrement depuis 2000. Comme le montre le graphique, l'OFS estime que ces tendances se poursuivront dans les trois degrés de formation.

Contraction de la population active

Bien que le niveau de formation parmi nos concitoyens, ainsi que celui des nouveaux immigrants, aient tendance à s'améliorer, l'offre de main-d'œuvre devrait tout de même diminuer avec le temps. D'après les scénarios démographiques, la population active ne devrait cependant fondre qu'à partir de 2020... et encore! L'incertitude provient de ce qu'on ne connaît pas exactement l'importance de l'immigration future. Ainsi, selon les scénarios, la population active pourrait augmenter de 12 ou diminuer de 22% d'ici 2050.

Les entreprises prêtes à former du personnel

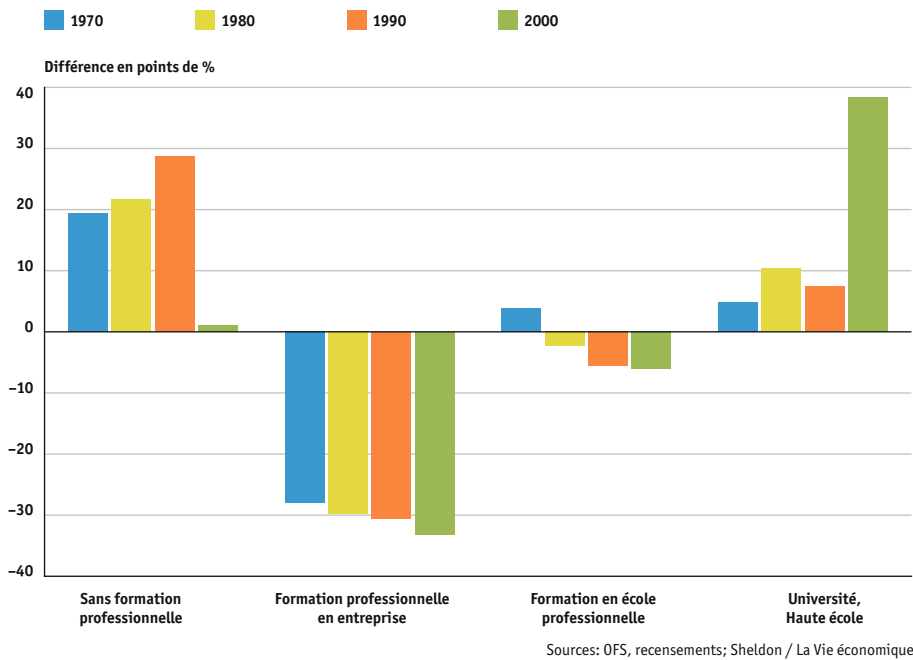
Étant donné la demande croissante en main-d'œuvre qualifiée, une autre question qui se pose est de savoir si les entreprises mettent suffisamment de places d'apprentis-

1 L'article se fonde sur l'étude de même titre que l'auteur a rédigée sur mandat de l'Office fédéral de la formation professionnelle et de la technologie (OFFT) et qui peut être téléchargée sur le site de l'OFFT.

2 Les prévisions de l'OFS s'en tiennent uniquement aux Suisses et Suissesses.

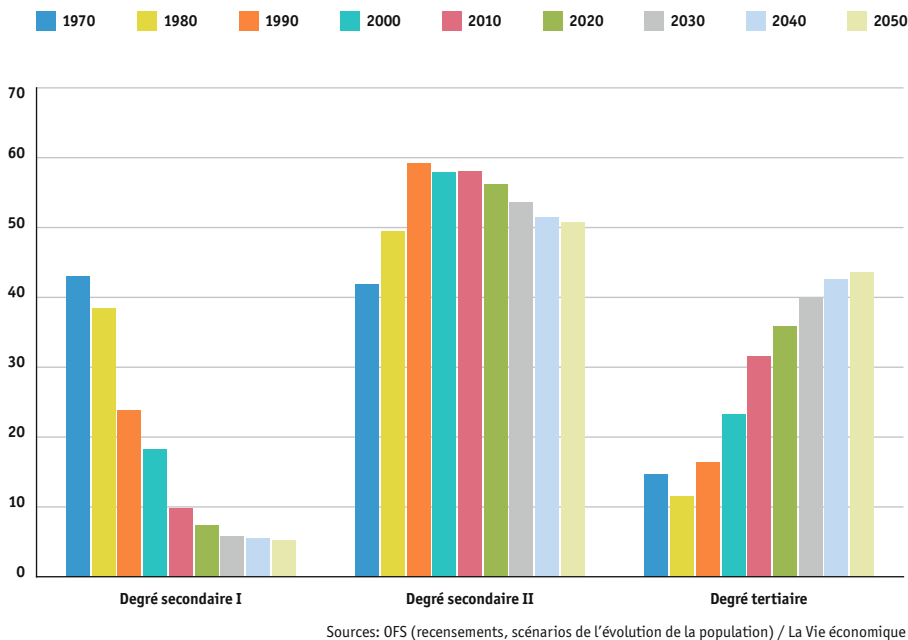
Graphique 1

Répartition proportionnelle des niveaux de formation: différence entre les actifs à plein temps immigrés et locaux, 1970-2000



Graphique 2

Évolution du niveau de formation de la population active suisse (25-64 ans), 1970-2050



sage à disposition. Pour y répondre, on peut comparer le nombre des places d'apprentissage occupées à celui des personnes exerçant le métier correspondant. Ce «taux d'apprentis» mesure l'intensité de la formation offerte par les entreprises. Si l'on considère son évolution par secteur (voir *graphique 3*), on constate que la formation s'est fortement in-

tensifiée dans les secteurs primaire et secondaire à partir de 1970; ce n'est que dans le tertiaire – où les apprentissages n'ont jamais été très répandus – que le taux d'apprentis a quelque peu diminué. Toutefois, comme la grande majorité des actifs travaillent dans les services, le taux d'apprentis moyen, tous métiers confondus, baisse depuis 1980 et se situe actuellement au niveau de 1970.

Comment la politique de la formation peut-elle réagir à ce manque d'apprentissages dans les métiers du tertiaire? Il n'y a pas de réponse claire. Un argument en faveur du développement de l'apprentissage serait sa proximité avec la pratique, mais la formation en école professionnelle peut aussi être orientée sur la pratique par des semestres de stage. Il faut également se rappeler qu'un grand nombre de métiers du tertiaire exigent des qualifications qu'il est difficile d'acquérir sur le tas. On pense ici aux nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC), dont la maîtrise demande un pouvoir d'abstraction beaucoup plus élevé que ce qu'on acquiert dans un apprentissage normal. Il faut aussi veiller à ce que les nouveaux diplômes de fin d'apprentissage soient compatibles avec le marché du travail; ceux qui n'y ont pas leur place ne rendent service à personne.

Des jeunes étrangers sans formation

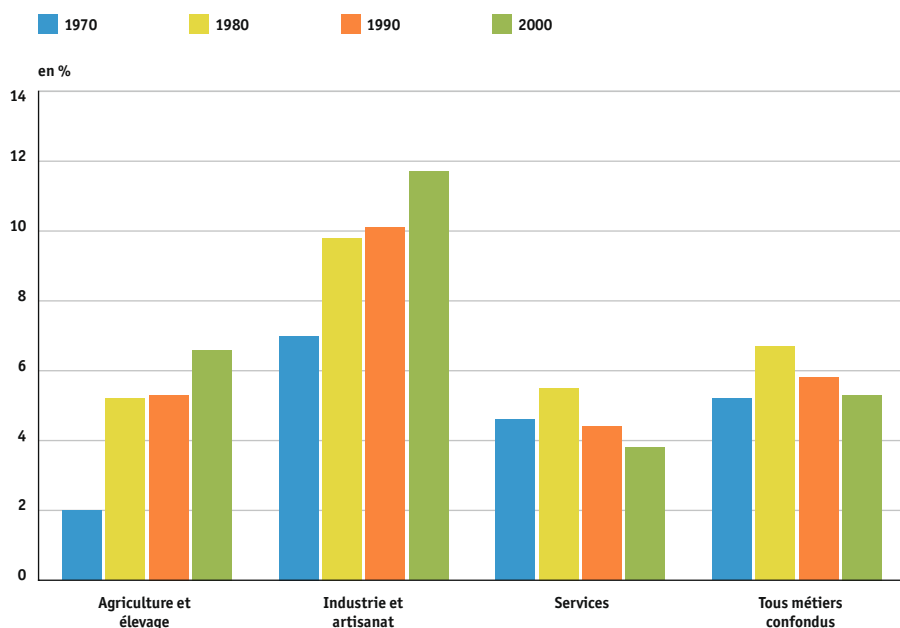
Malgré l'élévation générale du niveau de formation de la population résidante et de la disposition toujours manifeste des entreprises à former des apprentis, il existe en Suisse un groupe de personnes qui risque de plus en plus de se trouver distancé: les jeunes étrangers qui quittent en nombre croissant le système de formation sans diplôme professionnel. D'après les statistiques officielles, leur proportion est maintenant de 20%, contre 5% pour les jeunes Suisses. Étant donné les exigences croissantes des entreprises, les personnes sans formation risquent de plus en plus de se retrouver au chômage. Pour éviter cela, il faut des mesures préventives. Elles coûteront toujours moins à la société que le financement de futurs chômeurs.

L'apport de la politique de la formation professionnelle

En ce qui concerne la main-d'œuvre spécialisée, les tendances évoluent dans la même direction des deux côtés du marché du travail, si bien qu'on peut penser que celui-ci sera équilibré à l'avenir. Il peut toutefois se produire des pénuries occasionnelles, contre lesquelles la politique de la formation professionnelle ne peut pas grand-chose. Cela tient

Graphique 3

Nombre d'apprentis par personne active (taux d'apprentis), par secteur et au total, 1970-2000



Sources: OFS, recensements; Sheldon / La Vie économique

d'une part aux *limites des prévisions*: pour que la politique en matière de formation professionnelle puisse les utiliser, les prévisions doivent en effet envisager un horizon lointain, être très fiables et entrer dans une foule de détails professionnels. Le problème est qu'elles ne peuvent remplir que deux de ces conditions à la fois. Ainsi, les prévisions détaillées et à long terme ne peuvent être établies qu'en acceptant de réduire leur probabilité d'occurrence. Une forte fiabilité et une vision à long terme ne sont possibles à leur tour qu'au détriment des détails.

D'autre part, il faut songer que les prévisions concernant les besoins dans les différents corps de métier sont soumises dans une mesure particulière au risque d'autodestruction, parce qu'elles négligent les *rétroactions éventuelles*. Si les jeunes s'en tenaient, par exemple, strictement aux perspectives professionnelles annoncées et se décidaient exclusivement en faveur des métiers où l'on escompte une pénurie de main-d'œuvre, leur comportement collectif pourrait aboutir à ce que ces dernières se transforment en leur contraire: on aurait des excédents là où l'on attendait des manques, et vice versa.

Il faut enfin tenir compte du fait que, dans la plupart des métiers, il n'y a de toute façon pas de lien étroit entre la qualification acquise par une personne et l'activité qu'elle exerce. Toute qualification peut être exploitée dans une foule de métiers; de même, une activité donnée peut convenir à une foule de

personnes aux qualifications différentes. Pensons aux métiers des TIC. Certaines estimations indiquent que 70% des spécialistes en ce domaine employés en Suisse ont des parcours atypiques, sans diplôme formel. Il est dès lors difficile pour la politique de la formation professionnelle d'envisager des solutions à la pénurie de spécialistes en TIC.

Recommandations en matière de politique de la formation professionnelle

Malgré cette incertitude, il est possible de formuler quelques recommandations concernant la politique de la formation professionnelle. Étant donné les importants changements structurels qui attendent le marché du travail, il serait logique de modulariser davantage la formation professionnelle. Dans le système modulaire, la formation consiste à réunir les certificats attestant l'étude réussie de certains contenus (modules). Ce système facilite l'adaptation des contenus à l'évolution constante du monde professionnel; les modules dépassés sont simplement remplacés. Améliorer la perméabilité de la formation est une autre manière d'éviter les pénuries sur le marché du travail; on songe ici à un continuum de filières, comprenant chacune des parts variables d'apprentissage en école ou en entreprise; un tel processus servirait aussi de point d'ancrage à la formation professionnelle continue. Ces recommandations ne sont pas nouvelles; la nouvelle loi sur la formation professionnelle a d'ailleurs déjà mis en œuvre une foule de propositions. Certains problèmes n'en persistent pas moins; les instruments de la nouvelle loi devront s'y attaquer avec davantage de vigueur. ■